

Capitalisme et pulsion de mort : un entretien avec Gilles Dostaler

Pierre Lefebvre and Robert Richard

Volume 51, Number 2 (284), May 2009

L'argent fou

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/34726ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Lefebvre, P. & Richard, R. (2009). Capitalisme et pulsion de mort : un entretien avec Gilles Dostaler. *Liberté*, 51(2), 121–138.

Capitalisme et pulsion de mort. Un entretien avec Gilles Dostaler

Le 5 mars dernier, Pierre Lefebvre et Robert Richard ont rencontré Gilles Dostaler, grand spécialiste de Keynes, qui a bien voulu répondre à leurs questions.

Liberté — Gilles Dostaler, dans votre ouvrage, paru récemment et que vous avez écrit avec Bernard Maris, vous dites ceci : « La réalité économique d'aujourd'hui illustre crûment les analyses de Keynes et Freud, et l'optimisme n'est plus de mise¹. » Ce qui nous a frappés dans un premier temps, c'est le ton presque apocalyptique qu'on trouve parfois dans votre ouvrage. Pour Marx, le capitalisme allait s'effondrer sous le poids de ses propres contradictions. Dans votre ouvrage, c'est en un sens pire : le capitalisme serait en train de détruire à plus ou moins court terme l'ensemble du tissu de vie social et politique sur terre, incluant la planète Terre en tant que telle. Donc, famines, guerres, sans oublier les changements climatiques provoqués par un capitalisme qui fonctionne à plein régime sans égard aux dommages irréparables causés à l'environnement. La planète risque effectivement de devenir inhabitable...

Gilles Dostaler — Je ne dirais pas que l'optimisme a disparu complètement. À la fin de notre ouvrage, Bernard Maris et moi mettons côte à côte les perspectives offertes par Freud dans *Le malaise dans la culture* et par Keynes dans *Perspectives économiques pour nos petits-enfants*, opposant ainsi le pessimisme de Freud à l'optimisme de Keynes². Keynes, en effet, contrairement à Freud, était de nature optimiste. Par exemple, il a été surpris de voir surgir la Guerre de 1914-1918, la crise de 1929, la Seconde Guerre mondiale,

1. Gilles Dostaler et Bernard Maris, *Capitalisme et pulsion de mort*, Paris, Albin Michel, 2009, p. 18.
2. NDLR : Les ouvrages mentionnés de Freud et de Keynes paraissent, tous deux, en 1930.

des événements qu'il croyait tous évitables et, chaque fois, il prévoyait que cela se réglerait rapidement. Vous citez un passage du livre où nous indiquons que la situation actuelle est « apocalyptique » — pour ma part, je préfère « dangereuse » à « apocalyptique ». Le terme illustre mieux ce que Freud affirme au sujet des dangers que thanatos fait courir à la civilisation, de même que les commentaires tout de même assez pessimistes que Keynes fait parfois sur le fonctionnement du capitalisme.

Il faut toutefois préciser que, pour Keynes, les problèmes du capitalisme n'étaient pas « naturels », en ce sens qu'ils étaient le résultat de l'action humaine. Il était donc possible d'envisager des solutions. Vous faites référence à Marx, il y a une différence importante entre Marx et Keynes. Marx a une vision assez déterministe de l'histoire. Pour Marx, le système capitaliste allait s'écrouler, mais pour être remplacé par quelque chose de mieux. Keynes, au contraire, considérait qu'il n'y avait pas de lois dans l'histoire, pas de règles, essentiellement parce que, pour lui, l'histoire est faite par des individus. Dans son livre *Les conséquences économiques de la paix* [1919], Keynes montre les dangers que le traité de Versailles faisait courir à l'Europe, en grande partie à cause des réparations exorbitantes qu'on exigeait de l'Allemagne. Or, selon Keynes, les faiblesses de cette entente étaient imputables à la personnalité des Wilson et des Clémenceau, et donc à la personnalité des dirigeants qui l'ont négociée. Mais Keynes pensait qu'un jour, des décideurs éclairés — accompagnés de conseillers brillants, comme lui, évidemment [rires] — allaient pouvoir mettre en œuvre des solutions viables face à des situations politiques, sociales et économiques difficiles. Quant à Bernard Maris et moi, nous partageons la même idée, à savoir que la composante écologique rend la situation encore plus pénible ou plus potentiellement catastrophique. À cela s'ajoute le nombre toujours croissant de personnes qui, aujourd'hui, vivent dans une pauvreté presque absolue. Puis il y a, à travers le monde, un ensemble de régimes politiques soit dictatoriaux, soit incompetents, soit véreux. Alors, quand on additionne à cela les conséquences du dérèglement financier qui a commencé en 1971

— l'écroulement du système de Bretton Woods³ est, pour moi, un facteur dans la situation qu'on vit actuellement —, il n'y a pas lieu d'être exagérément optimiste. Enfin, si on envisage la situation uniquement sur le plan de l'écologie, il devient clair que, s'il n'y a pas de changements radicaux, il y aura éclatement. Qu'est-ce qui va l'emporter? Va-t-on continuer dans l'aveuglement ou bien va-t-on enfin procéder à des transformations radicales pour éviter la catastrophe? Évidemment, je n'en sais rien. Suis-je optimiste ou pessimiste? Disons que je suis modérément optimiste.

Liberté — Ce qui frappe, chez Keynes, c'est que, pour lui, l'économie est un phénomène culturel. Or, aujourd'hui, ce n'est pas du tout ainsi qu'on pense les choses : on identifie l'économie à un phénomène naturel. C'est comme le passage du jour à la nuit : on ne peut rien y faire, si bien qu'il faut faire avec, il faut s'ajuster. Comment la vision de l'économie qu'avait Keynes s'est-elle effacée? Comment ce passage à l'économie comme un fait de nature s'est-il produit?

G. D. — Ce que vous dites là est très important. L'économie est une discipline — je préfère le mot *discipline* au mot *science* : l'économie n'est pas une science, mais un domaine du savoir. Et, en tant que discipline, c'est un domaine dans lequel se heurtent différents paradigmes, c'est-à-dire des façons très différentes de voir les choses. Au moment où la pensée économique moderne se constitue — je pense aux physiocrates, à Adam Smith, puis à Ricardo et à l'économie classique en général —, il y a une espèce de fascination pour les sciences naturelles, plus particulièrement la physique, et spécifiquement la physique de Newton. Quesnay est ainsi présenté comme le Newton de la société. On aboutit dès lors à l'idée que l'économie serait une espèce de physique sociale obéissant à des lois naturelles valables en tout temps et en tout lieu. Pourtant, déjà à l'époque, d'autres pouvaient penser et dire que les réalités

3. NDLR : Les accords de Bretton Woods ont été signés en 1944 et prévoyaient un système monétaire organisé autour d'un dollar américain rattaché à l'or. En 1971, les États-Unis suspendront la convertibilité du dollar en or.

économiques changent. Mais, ce qui s'est imposé, c'est cette idée d'une science de l'économie capable de dégager les grandes lois comme autant de grandes vérités immuables. Cela veut dire que, au fond, les gouvernements, les décideurs, etc., n'avaient rien à voir ni à faire là-dedans. Le laisser-faire a découlé de ça. Je dirais que cette position a commencé à se dessiner au XVIII^e siècle — et même déjà au XVII^e siècle —, et qu'elle finit par s'imposer à la fin du XIX^e siècle. Puis, avec la révolution marginaliste [qui commence dans les années 1870], qui va donner naissance à la microéconomie moderne, se surajoute la mathématisation de la discipline. On croit ainsi pouvoir affirmer que l'économie est formée d'un ensemble d'agents qui poursuivent rationnellement leur intérêt personnel et maximisent de ce fait l'intérêt de l'ensemble — si bien qu'on n'a pas à s'immiscer dans un processus qui se déroule selon des règles ou des lois qui lui sont propres. Keynes — mais pas seulement lui, il y a aussi ceux qu'on nomme les institutionnalistes⁴, et plusieurs autres économistes hétérodoxes — a réfuté ou mis en cause cette idée, en affirmant que l'économie n'est pas une science exacte, que ce n'est pas une science naturelle : on ne peut pas mettre les cycles économiques en équation, comme il est possible de le faire pour le mouvement des astres autour du soleil. On ne peut donc pas prévoir de manière certaine que tel type d'intervention — augmenter ou baisser les taux d'intérêt, etc. — va produire tel résultat. L'économie, disait Keynes, est une science *morale* dans laquelle l'essentiel, ce sont les intentions des agents. Ce sont les pulsions qui comptent, ces pulsions pouvant être irrationnelles, perverses, et ainsi de suite. Il y a une phrase où Keynes dit que, pour savoir pourquoi l'investissement se porte bien ou se porte mal, il ne faut pas se pencher sur les savants calculs des entrepreneurs, mais plutôt s'interroger sur l'état de la digestion de ces derniers, leur vie sexuelle, la phase dans laquelle ils se trouvent dans leur cycle maniacodépressif, etc. Keynes disait que l'économie est menée

4. NDLR : L'institutionnalisme américain est un courant de pensée économique mis en marche, au début du XX^e siècle, par Thorstein Veblen (1857-1929) et d'autres. Il visait à montrer que les institutions ont un rôle à jouer pour forger l'économie d'un pays.

par des « esprits animaux »⁵. Mais cette façon de comprendre les choses ne s'est jamais véritablement imposée, même à l'époque du triomphe du keynésianisme. Ainsi Milton Friedman ou Paul Samuelson ont-ils déclaré que les grandes lois en économie ont le même caractère que les grandes régularités empiriques dans les sciences naturelles.

Liberté — Cela est plutôt, comment dire ? délirant...

G. D. — C'est ce que je pense aussi. Il y a beaucoup d'économistes à travers l'histoire qui ne partageaient pas cette vision naturaliste, mais c'est la vision qui a fini par s'imposer. Et, dans ce même ordre d'idées, précisons que Keynes s'opposait farouchement à la mathématisation de la discipline de l'économie. Il a des propos très clairs qui vont dans ce sens, dans sa *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* [1936]. Un économiste comme Jan Tinbergen⁶, qui était plutôt progressiste dans ses positions, a écrit un ouvrage intitulé *Statistical Testing of Business-Cycle Theories* [1939]. Tinbergen a d'ailleurs été un des fondateurs de l'économétrie. Keynes a publié une critique très sévère de cet ouvrage, ce qui a donné lieu à un vif débat entre eux. Keynes avance qu'il y a tellement de facteurs qui peuvent jouer dans une crise économique — des facteurs idéologiques, culturels, psychologiques — que cela rend impossible la mise en équation des cycles.

Deux courants principaux se sont développés à partir des idées de Keynes : d'abord, la synthèse néoclassique, initiée entre autres par J. R. Hicks, en 1937, et qui s'est imposée après la Seconde Guerre mondiale. Il s'agit de la synthèse entre la microéconomie classique et la macroéconomie de Keynes, mais délestée d'éléments capitaux de la pensée de Keynes, portant, par exemple, sur

5. NDLR : La référence est à Descartes, pour qui les esprits animaux sont des « parties du sang très subtiles », ayant pour fonction d'actionner les muscles dans des mouvements involontaires.
6. NDLR : Jan Tinbergen (1903-1994) est un économiste néerlandais. En 1969, il a été lauréat, avec Ragnar Frisch, du Prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel, abusivement appelé « prix Nobel d'économie » et donnant ainsi à cette discipline le même statut que celui de la physique.

l'incertitude des anticipations. Elle est illustrée par le modèle IS/LM, auquel on a réduit la théorie économique de Keynes. En second lieu, il y a le mouvement postkeynésien — dont l'économiste Joan Robinson⁷ a été la leader et porte-parole —, qui met l'accent sur les aspects les plus radicaux de la position de Keynes. Ce courant rejette complètement le pôle néoclassique et cherche à faire au contraire une synthèse entre Keynes et les classiques, dont Marx. Ce courant a toujours été assez minoritaire. Certains économistes qui y sont rattachés, comme Hyman Minsky, mettent l'accent sur l'instabilité financière inhérente au capitalisme.

Liberté — C'est après la mort de Keynes que Joan Robinson entreprend de faire cette synthèse de Keynes et de Marx. Mais qu'en est-il de Keynes lui-même ? Que pensait-il de Marx ?

G. D. — On peut dire que Keynes avait un rapport amour/haine avec Marx. Keynes détestait Marx. Il ne pouvait pas supporter sa vision politique, l'idée qu'on passerait à quelque chose de nouveau et de meilleur par une révolution. Il pensait que *Le capital* était d'un ennui total, et complètement dépassé. Mais ce sont là des opinions, des jugements qu'il exprimait en public. En privé, ou dans les cours qu'il donnait à Cambridge, c'est autre chose. Keynes disait à ses étudiants que Marx avait vu juste sur la question de l'argent, à savoir que, dans le capitalisme, l'argent n'est pas seulement un moyen d'échange, mais un but. Marx aurait, selon lui, bien compris que le capitalisme est une économie monétaire et non pas d'échange réel. Dans les années 1930, Keynes reprend même les schémas de reproduction du capital de Marx, avec leur dichotomie entre biens de consommation et biens d'investissement, et s'en sert pour critiquer la loi de Say⁸, en vertu de laquelle l'offre crée sa propre demande,

7. NDLR : L'économiste Joan Robinson (1903-1983) a été une des figures marquantes de l'école de Cambridge. Ses travaux ont porté sur l'accumulation du capital et la croissance.

8. NDLR : Jean-Baptiste Say (1767-1832), économiste classique français. Il est connu pour la « loi de Say », dite aussi « loi des débouchés », selon laquelle toute offre crée sa propre demande, ce qui est une autre façon de dire que les crises de surproduc-

loi réhabilitée à partir des années 1970 par les « économistes de l'offre », partisans des baisses d'impôt pour les riches.

Il peut être intéressant de mentionner, ici, le travail de l'économiste polonais Michal Kalecki⁹, qui a été un précurseur de Keynes. Au tout début des années 1930, il écrit un petit ouvrage qui annonce la *Théorie générale* de Keynes. Kalecki élabore une théorie de la croissance et de la répartition qui va plus dans le sens de la théorie classique et de Marx que dans celui des néoclassiques. L'avantage que Kalecki avait sur Keynes, c'est que Keynes devait se battre contre la théorie néoclassique dans laquelle il avait été formé pour arriver à dire ce qu'il voulait dire, alors que Kalecki partait de Marx, ce qui, en un certain sens, simplifiait les choses.

Liberté — Un autre aspect du livre que nous avons trouvé intéressant, c'est la question du bouc émissaire. Nous aimerions vous entendre là-dessus.

G. D. — Il y a effectivement, à partir des années 1970, des économistes non néoclassiques, je pense à Michel Aglietta, à André Orléan, qui se sont inspirés des thèses de l'anthropologue René Girard pour rendre compte de la manière dont les choses se passent sur les marchés financiers. On se sert d'hypothèses anthropologiques qui ne sont pas du tout des hypothèses fondées sur des comportements rationnels, mais au contraire sur des comportements de gens qui se regardent, s'imitent, se désirent mutuellement ou désirent avoir ce que l'autre a. Cela peut aller jusqu'au désir de tuer l'autre, où éventuellement un membre de la communauté devient celui qu'on *doit* tuer ou exécuter pour le bien-être de la communauté. On envisage donc les processus économiques comme étant fondés sur le désir, la haine, le désir de tuer, le désir

tion générale sont impossibles, les crises n'étant que temporaires et confinées à des secteurs précis.

9. NDLR : Michal Kalecki (1899-1970) a publié en 1933 un ouvrage de 55 pages intitulé *Essai sur la théorie du cycle économique*. On y trouve, formulée avec concision, la théorie de la demande effective que Keynes va présenter en 1936 seulement, mais qui est anticipée par Kalecki de façon magistrale. Keynes ne connaissait pas les élaborations de Kalecki au moment d'écrire sa *Théorie générale*.

de manger l'autre, de le dévorer, etc. Ce sont là des métaphores, mais qui ne sont pas uniquement métaphoriques. Il y a des économistes comme Thorstein Veblen qui ont ouvert la voie à cette façon de comprendre les choses. Veblen a fondé le mouvement institutionnaliste américain, dont Keynes s'est en partie inspiré (sans le citer, par ailleurs). Veblen a développé des thèses que Galbraith, parmi d'autres, a reprises, en montrant que, dans la consommation, les choses ne se passent pas comme la théorie néoclassique le postule. Le consommateur n'est pas un agent rationnel, souverain, dont les désirs individuels sont à l'origine de la détermination des prix. Ses désirs et ses goûts sont au contraire formés et manipulés par la publicité. De plus, nous consommons pour impressionner nos semblables, pour faire étalage de notre richesse, pour montrer notre pouvoir. C'est ce que Veblen appelle la consommation ostentatoire (*conspicuous consumption*). L'économie doit tenir compte de ces comportements et les intégrer dans ses analyses. C'est pour cela d'ailleurs que le rapport entre la psychologie, la psychanalyse et l'économie est important.

Liberté — Ce qui est troublant, dans la question de la consommation, c'est que l'assouvissement de nos désirs semble devoir nécessairement passer par une violence faite à la nature, mais également à nos semblables. Si les gens qui cueillent les fèves de café étaient enfin payés au salaire minimum d'ici, ce n'est pas tout le monde qui aurait les moyens de boire deux tasses de café tous les jours. Que ce soient les enfants qui travaillaient dans les usines au XIX^e siècle en Angleterre ou ceux qui travaillent aujourd'hui dans des usines délocalisées, il y a une violence dont on ne semble pas pouvoir faire l'économie.

G. D. — Si on reprend la question du début sur l'optimisme de Keynes et le pessimisme de Freud, il est clair que, pour Keynes, cette violence n'est pas innée à l'homme. Keynes parle du problème de la rareté qui est à l'origine de ces luttes absurdes entre nations et entre classes sociales. Mais il croit que ce problème sera peut-être réglé, et qu'on pourra un jour travailler trois heures par jour. Par contre, pour Freud, c'est beaucoup plus problématique, en ce

sens que, selon lui, les tendances à la fois agressives et autodestructrices sont innées à l'homme, si bien qu'on ne peut pas s'en débarrasser si facilement.

Liberté — Ce qui est inquiétant, c'est le grand discours qui prétend que le capitalisme amène la démocratie.

G. D. — Ça, c'est un point important et, Bernard Maris et moi, nous le disons plus d'une fois. Cette idée a été formulée entre autres par Milton Friedman dans son manifeste politique *Capitalisme et liberté*, publié en 1962 : il n'y aurait pas de liberté politique sans liberté économique. John Stuart Mill disait au contraire, dans *On Liberty*, en 1859 : la liberté est d'abord et avant tout *individuelle* — ce que croyait Keynes. C'est-à-dire que, la liberté, c'est en tout premier la liberté de vivre comme on l'entend. Il s'agit de la liberté de pensée, de la liberté morale aussi. Par exemple, Mill a entretenu une longue relation avec une femme qui était mariée. De son côté, Keynes a entretenu, pendant une bonne partie de sa vie, plusieurs liaisons homosexuelles. En deuxième lieu, il y a la liberté politique, que seul un régime démocratique serait en mesure de garantir. Et, finalement, il y a la liberté économique. Mais Mill dit en toutes lettres, dans *On Liberty*, que la liberté économique n'a pas du tout le même statut que les deux autres formes de liberté, en ce sens que la liberté économique n'est pas une liberté de nature : dès qu'on produit, qu'on vend, qu'on achète, cela a des conséquences sociales. Donc, immédiatement, l'État a quelque chose à dire sur l'économie. S'il s'avère que le libre-échange — *liberty of trade*, disait-il — est plus efficace, eh bien, d'accord, c'est ce qu'on permettra. Mais, si tout à coup on s'aperçoit que c'est moins efficace, que cela crée des problèmes, eh bien, on va passer à autre chose, y compris le socialisme, et cela ne le gêne pas. C'est ce que disait Mill. La liberté économique n'a tout simplement pas le même statut que la liberté politique et la liberté individuelle. Ce qui est tout à fait remarquable, c'est de lire sous la plume de Hayek — et Friedman dit la même chose — que la liberté économique doit primer, et qu'il peut se trouver des situations où l'autoritarisme politique ou même une dictature pourrait être un moindre mal pour arriver à la liberté

économique. Et Hayek a ajouté que, entre une économie *dirigée* avec un régime démocratique et une économie *libre* avec un régime autoritaire, il préférerait l'économie libre avec le régime autoritaire. Cela a amené Hayek et Friedman à être complaisants par rapport au régime du général Pinochet au Chili. Friedman a même suggéré à ce dernier, pour réduire l'inflation au Chili, un traitement de choc susceptible d'augmenter le chômage. D'où les manifestations qui ont eu lieu à Stockholm en décembre 1976 lorsque Friedman y a reçu le prix de la Banque de Suède. Or la Chine est aujourd'hui la démonstration que la liberté économique, le libre-échange, est tout à fait conciliable avec une dictature, et même, pour beaucoup de capitalistes, c'est presque un paradis, parce qu'en Chine, il n'y a pas de syndicats, les grèves sont interdites, les salaires sont bas. Tout cela est assez déprimant.

Liberté — Est-ce que vous avez eu une petite pensée pour Keynes quand Gordon Brown s'est adressé au Congrès américain, hier [le mercredi 4 mars]? Comment ne pas avoir pensé à Bretton Woods [1944], où les idées de Keynes avaient été quelque peu mises de côté? À l'époque, les Américains cherchaient à donner le coup de grâce à l'Empire britannique, pourtant déjà très affaibli, et à lui substituer un empire américain. Keynes cherchait, de son côté, à préserver l'ascendant de l'Angleterre sur les finances mondiales. Or, voici Gordon Brown qui vient dire au Congrès que l'Amérique ne doit pas réfléchir uniquement à partir de ses propres intérêts, qu'elle doit agir en collaboration avec les autres pays du monde pour trouver une solution à la crise actuelle.

G. D. — On ne peut pas dire qu'on a totalement écarté les idées de Keynes à Bretton Woods. Keynes avait voulu la création d'une banque centrale internationale, qui émettrait une monnaie internationale, le « Bancor ». Cela n'a pas été. Keynes était toutefois d'accord avec le document final. Il est vrai qu'il avait dû avaler beaucoup de couleuvres, mais finalement il a accepté de le signer. Bon, le dollar a été imposé comme monnaie internationale. L'Empire britannique était terminé. Mais, aujourd'hui, la seule sortie serait de revenir non pas à Bretton Woods, mais au plan que Keynes avait

en tête, et donc de mettre sur pied une banque centrale internationale qui émettrait une monnaie internationale¹⁰. Il s'agit de voyager un peu et de changer des devises pour voir à quel point les banques s'en mettent plein les poches avec les taux de change. Et cela, c'est des broutilles à côté de ceux qui spéculent sur la monnaie, d'autant plus qu'on ne peut s'adonner à cette activité que si l'on possède d'énormes sommes, autrement, ça n'en vaut pas la peine. Donc, si un individu se retrouve avec 100 millions de dollars, il peut, en deux ou trois jours, empocher trois millions parce que le taux de change du yen a bougé un peu. Une monnaie internationale, telle que Keynes la proposait, permettrait de contrôler la spéculation et les mouvements de capitaux. Les positions de Keynes étaient même encore plus radicales que ça. Selon lui, la finance, les banques devaient être uniquement au service des entreprises, donc elles devaient être étroitement surveillées par l'État et, à l'extrême limite, elles devaient être nationalisées. La chose a d'ailleurs déjà été faite. En France, par exemple, après la guerre, les grandes banques ont été nationalisées. Ce qui est amusant, en ce moment, c'est de voir des gens qui étaient ultralibéraux, mais qui commentent, même aux États-Unis, à envisager cette possibilité. Bon, je ne crois pas que l'on puisse espérer voir cela se réaliser tout bientôt, les États-Unis étant encore le pôle majeur de l'économie mondiale. Cela dit, il y a clairement un changement politique là-bas, et le seul espoir est dans le politique. On ne peut compter sur les entreprises pour changer la donne.

Liberté — En effet. D'ailleurs, cela peut nous étonner que l'on puisse penser que l'appât du gain, la spéculation, l'accumulation, etc., puissent donner de l'équilibre.

G. D. — En affirmant une telle chose, vous vous situez en dehors de l'économie : en tant qu'économiste, vous seriez immédiatement recalé parce que, la thèse fondamentale, c'est que la poursuite par

10. NDLR : Il est intéressant de noter que, lors d'une conférence de presse, le 24 mars dernier, à Washington, un journaliste a demandé au président Obama s'il envisageait la création d'une monnaie internationale. La réponse du président fut un « non » plutôt sec.

chacun de son intérêt individuel va produire le maximum d'équilibre. C'est ce qu'on ne cesse de proclamer, même si c'est loin d'être aussi clair lorsqu'on se donne la peine de lire Adam Smith.

Liberté — C'est comme proclamer qu'en enfermant dix jeunes hommes et dix jeunes femmes ayant envie de baiser dans une pièce fermée, il se formera sans trop de heurts dix couples harmonieux qui fileront tous le parfait bonheur. Alors qu'on sait que le résultat, ce sera aussi des esseulés, des cœurs brisés, des gueules cassées...

G. D. — ... si ce ne sont pas des coups de couteau...

Liberté — Oui. Le principe du libéralisme, si on retourne au XVIII^e siècle, c'était justement que la pluralité n'est pas à craindre, car elle serait créatrice non pas de chaos, mais d'ordre. Et cela tient toujours.

G. D. — Je ne suis pas si certain que cela puisse toujours engendrer de l'ordre. J'ai une vision un peu plus négative, au sens où cette référence à la multiplicité des points de vue était mise en opposition avec un système autoritaire. Keynes, cela est clair, se réclame de ce libéralisme-là, soit de l'idée que tout le monde peut dire et penser ce qu'il veut, et que c'est de la confrontation pacifique des idées que l'on peut avancer. À ce sujet, Keynes a une belle formule : *I must convince my enemy, not convict him* (je dois convaincre mon opposant, non l'incarcérer).

Liberté — C'est sans doute le grand mérite de Keynes d'avoir été un homme cultivé, dans le sens large, tel un homme de la Renaissance. Freud disait que, pour être un bon analyste, il faut lire à la fois les *Fliegende Blätter*, c'est-à-dire les journaux humoristiques, et *L'Iliade*. Keynes semble partager ce point de vue, son élitisme mis à part : il n'était pas à proprement parler économiste, mais philosophe, littéraire, mathématicien, diplomate. Ainsi, quand il se mettait à table, pour convaincre son interlocuteur, il disposait de toutes les armes de l'humaniste.

G. D. — Absolument. Keynes avait une très grande culture et, non seulement n'était-il pas « officiellement » économiste, il affirmait que l'économie, dans une société idéale, serait nécessairement secondaire. Il admirait Aristote, qui disait que l'économie doit être soumise, comme le politique, à l'éthique. Ce qui le conduisait à affirmer que l'économie était avant tout une discipline morale qui ne peut être comprise si on n'a pas une culture universelle. Permettez-moi de citer le portrait qu'il fait de son professeur Alfred Marshall : « L'expert en économie doit posséder une combinaison peu courante de dons. Il doit atteindre un niveau élevé dans plusieurs domaines et combiner des talents qu'on trouve peu souvent chez un même homme. Il doit être mathématicien, historien, homme d'État, philosophe — dans une certaine mesure. Il doit comprendre les symboles et s'exprimer avec des mots. Il doit penser le particulier en termes du général et doit aborder l'abstrait et le concret dans le même élan de pensée, il doit étudier le présent à la lumière du passé en vue du futur. Rien de la nature de l'homme et de ses institutions ne doit échapper à son attention. Il doit être simultanément résolu et désintéressé; aussi distant et incorruptible qu'un artiste quoique parfois aussi terre à terre qu'un politicien¹¹. »

Le libéralisme de Keynes, c'est donc celui de Voltaire ou de Locke, et non celui de Hayek ou de Friedman. Il y avait tout de même, malgré tout ce qui les sépare, un point commun entre Hayek et Keynes, et c'est que Hayek considérait qu'il fallait se méfier d'un économiste qui ne serait qu'un économiste, parce que c'est quelqu'un qui peut devenir dangereux. Quand il a reçu son « Nobel » d'économie, en 1974, il l'a accepté parce qu'il avait besoin d'argent, mais il considérait qu'un tel prix ne devrait pas exister. Et il estimait également que l'économie n'est pas une science exacte. De plus, Hayek était contre la mathématisation de l'économie, tout comme Keynes. Mais, en dehors de ces quelques éléments de convergence, ils étaient totalement opposés. Hayek considérait que l'économie était un « ordre spontané », concept qui vient des philosophes écossais du XVIII^e. Les Grecs savaient qu'il y avait une distinction à faire

11. Cité dans Gilles Dostaler, *Keynes et ses combats* (nouvelle édition revue et augmentée), Paris, Albin Michel, 2009, p. 13.

entre ce qui est construit par l'homme et ce qui est de l'ordre de la nature. Les philosophes écossais ont ajouté une troisième catégorie, à laquelle les Grecs n'avaient pas pensé : il s'agit de ce qui est le fruit de l'action humaine, mais pas d'un dessein humain comme tel. Pensons ici au langage, à la morale, à la monnaie, au marché, à l'économie. Ce sont là des ordres spontanés, qu'il ne faut pas tenter de recréer ou de réformer, parce qu'ils fonctionnent par eux-mêmes. Les règles morales, ainsi, n'ont jamais été planifiées, ne sont pas le résultat de délibérations, mais le résultat de l'évolution. De la même façon, Hayek va expliquer que les sociétés où on laisse les gens interagir librement dans le cadre du marché sont celles qui réussissent, alors que les sociétés soumises à des contrôles économiques réussissent beaucoup moins bien. Le marché est donc, pour Hayek, un ordre spontané dans lequel il ne faut pas intervenir. Or cela va le conduire à prendre des positions très radicales. Selon Hayek, s'il y a des crises économiques, c'est parce qu'il y a eu de mauvaises politiques économiques, en particulier des décisions monétaires laxistes, à la Keynes, cherchant à stimuler l'économie par des taux d'intérêt trop bas. Selon Hayek, il faut laisser les crises se résorber toutes seules. Ainsi, lors de la crise du début des années 1980, quand on lui disait : « Oui, mais tous ces chômeurs, qu'est-ce qu'on en fait ? » Hayek avait répondu : « Rien. Il faut laisser aller. » Il n'est pas étonnant que Margaret Thatcher ait été une de ses grandes amies, allant jusqu'à vanter ses mérites en chambre. Le paradoxe, c'est que Hayek et Keynes étaient aussi de bons amis.

Liberté — Keynes a toujours été élitiste, malgré son libéralisme.

G. D. — En effet. Il a hérité cette attitude du milieu aisé, intellectuel et cultivé dans lequel il a été élevé. Le groupe de Bloomsbury, dont il faisait partie, était composé d'artistes et d'écrivains — certains deviendront psychanalystes — qui, sans être des gens riches, avaient tous des domestiques à leur service. Virginia Woolf, dans son journal, détaille ses relations parfois difficiles avec ces gens des « lower classes », et Keynes lui-même a eu des propos très méprisants pour la classe ouvrière, considérant d'ailleurs qu'elle disparaîtrait dans une société idéale. Il y a un passage dans son article

« Am I a Liberal ? » où il explique que, pour régler les problèmes économiques et politiques, il fallait non pas une dictature, mais à tout le moins un gouvernement très fort, avec des leaders semblables à un Churchill ou à un Lloyd George, de tels leaders étant accompagnés d'intellectuels de haut niveau, sans doute comme lui. Et, dans ce même article, il a supprimé un passage qu'il avait tout de même énoncé dans le discours dont est tiré l'article, soit que la solution des problèmes économiques et politiques implique de recourir à des notions intellectuelles et scientifiques qui ne sont pas à la portée « de la masse des électeurs plus ou moins illettrés ». Keynes avait d'ailleurs de l'admiration pour l'écrivain et homme politique Edmund Burke, qui était opposé à la démocratie représentative parce qu'il disait que les masses populaires n'ont pas la compétence pour savoir ce qui est dans leur intérêt.

Liberté — C'est pourquoi, au XVIII^e siècle, les philosophes des Lumières insistaient sur la nécessité d'éduquer ceux à qui serait accordé le droit de vote. Pour voter, le citoyen devait être éclairé.

G. D. — Keynes avait, je l'ai dit, une vision assez élitiste du fonctionnement de la société. Un des héritages de sa pensée est tout de même la gouvernance par des experts non élus. Bretton Woods, c'était ça. La technocratie n'est pas loin. Mais c'est ce qui est fascinant chez Keynes : c'est un être rempli de contradictions. Il était contre la spéculation, mais il a fait fortune en spéculant. Il était contre l'économétrie, mais il a accepté de devenir le président de l'Association d'économétrie. Il se méfiait de la classe ouvrière, mais il était pour l'assurance chômage et la sécurité sociale, et il était farouchement pour l'éducation et professait qu'il fallait promouvoir autant que possible l'éducation artistique. En janvier 1941, et donc pendant la Seconde Guerre mondiale, il a accepté, à la surprise générale, de devenir président du Comité pour le développement de la musique et des arts, ce qui va donner le Conseil des Arts de la Grande-Bretagne. Et, il faut le dire : il était, à ce moment-là, surchargé de travail. Il s'occupait des négociations de Bretton Woods, il s'occupait aussi de l'instauration de la sécurité sociale en Angleterre, il était dans six dossiers majeurs qui l'obligeaient à se déplacer constamment aux

États-Unis, c'est dire à quel point il faisait de l'art une priorité. L'idée derrière sa présidence était simple : il fallait, malgré la guerre, maintenir une vie culturelle riche dans la Cité.

Liberté — J'ai une dernière question : qu'est-ce qu'on peut apprendre de Keynes ? Qu'est-ce qu'on doit retenir ? Il semble revenir à la mode à cause de la crise que nous vivons actuellement. Mais est-ce que Keynes retombera tout simplement dans un oubli relatif une fois la crise passée ?

G. D. — Il n'y a pas de sauveur suprême. Il n'y a pas d'individus irremplaçables, mais des mouvements historiques qui les transcendent. Si Keynes était mort, par exemple, en 1916 — il devait embarquer, mais en a été empêché à la dernière minute, sur un bateau qui a sauté sur une mine —, est-ce que la révolution keynésienne aurait quand même eu lieu ? Je crois que oui. Elle aurait porté un autre nom, bien sûr, mais des mesures interventionnistes semblables à celles qu'il a proposées pour réformer le capitalisme auraient été mises en œuvre. Et ce n'est pas seulement le chômage provoqué par la crise de 1929 qui préoccupait Keynes, mais le chômage qui, tout au long des années 1920, restait autour de 10 % en Angleterre, au sein d'une économie que beaucoup osaient qualifier d'« équilibrée ». Keynes, lui, y voyait un danger. Mais il y avait quand même d'autres économistes qui exploraient ces questions. J'ai parlé de Kalecki. Il y avait aussi les économistes suédois autour de Myrdal et d'Ohlin, qui ont d'ailleurs influencé Keynes, et qui étaient les penseurs de l'État-providence suédois des années 1930. Il y avait aussi les économistes institutionnalistes américains qui conseillaient Roosevelt ; le New Deal n'était pas, contrairement à ce qu'on croit, inspiré par Keynes. Keynes s'est imposé parce qu'il était « the right man, at the right place, with the right language ». Mais, cela dit, il représentait un courant qui voyait le jour et donc qu'il n'a pas créé de toutes pièces.

Ce que défend Keynes n'est pas uniquement lié à la crise de 1929. Sa *Théorie générale* est avant tout un diagnostic du capitalisme, et pas seulement de la crise en tant que telle. Il ne parle pas

beaucoup des remèdes, car, selon lui, ils sont extrêmement variables selon les circonstances. En temps de guerre, par exemple, l'inflation devient un problème plus important que le chômage. Il n'existe donc pas de solution universelle. Mais Keynes propose quand même un certain nombre de solutions qui sont toujours d'actualité. On aurait ainsi tout avantage à examiner la situation de l'Angleterre dans les années 1920, la crise de 1929, celle de 1939, et de voir ce qu'il suggérerait pour chacune de ces situations.

Par ailleurs, à la fin de la *Théorie générale*, Keynes énonce timidement des solutions beaucoup plus radicales : d'abord, l'euthanasie du rentier, puis, la socialisation de l'investissement. Qu'entend-il par « l'euthanasie du rentier » ? Toute sa vie, Keynes a insisté sur l'opposition entre l'axe producteur et l'axe spéculateur, donc entre l'industrie et la finance. Pour lui, la finance, les banques, doivent être au service de l'entreprise, elles doivent jouer un rôle secondaire par rapport aux entreprises. Cela, pour lui, transcende le capitalisme. Si on commence avec Solon, en passant par le XVI^e siècle, toutes les phases du progrès sont liées à la prédominance du pôle actif, soit donc quand les entrepreneurs, ceux qui font de l'argent en construisant, ont su prendre le devant de la scène. La crise de 1929, et celle d'aujourd'hui, sont au contraire des périodes où c'est le pôle passif qui était dominant. Les spéculateurs font de l'argent en ne construisant rien et en accaparant une partie de la richesse que le pôle actif a générée. Pour Keynes, si tous les taux d'intérêt étaient à 0 %, la moitié des problèmes du capitalisme disparaîtraient. On casserait ainsi les reins du pôle spéculateur. Keynes ne l'a jamais énoncé de façon aussi claire, mais il dit un bon nombre de choses qui pointent dans cette direction. L'autre aspect, à savoir la socialisation de l'investissement, pointe dans une autre direction. À ce sujet, Keynes dit : les gens investissent en fonction de la rentabilité financière, ce qui implique la subjectivité de l'investisseur et son état d'esprit qui varie selon ses humeurs et toute une série de circonstances. L'État, lui, est dans une tout autre position, car il peut se permettre de prendre des risques à très long terme. Or cela est pratiquement un appel à la socialisation des marchés financiers. Ces deux propositions sont tout à fait d'actualité, aujourd'hui.

Une chose est claire en tout cas : si la machine repart, par exemple, dans six mois, cela voudra dire que l'on retomberait aussitôt dans la logique « néolibérale » qui nous a justement menés là où nous sommes présentement. Cette crise est donc l'occasion idéale pour remettre en question la façon dont nous fonctionnons. Les gens au pouvoir le feront-ils ? C'est une toute autre question.